

CFDT. Ce faisant, elle renforce la division syndicale.

— Mais le PCF, par le biais de sa fraction, entend conserver un contrôle absolu sur la CGT, utilisée comme courroie de transmission du parti.

L'unification syndicale passe par la lutte contre les bureaucraties, par la conquête de la démocratie syndicale.

L'unification ne peut se réaliser que si sont garantis les droits démocratiques élémentaires, le droit de tendance, qui permettra à chaque courant du mouvement ouvrier de défendre son point de vue, son orientation. Tous les courants du mouvement ouvrier ont leur place dans le syndicat. Les travailleurs, les syndiqués, sont seuls juges : à eux de se déterminer en fonction des orientations proposées et de leurs résultats.

QUELS RAPPORTS ENTRE LE SYNDICAT ET LES PARTIS OUVRIERS ?

Certains pourront objecter : « Vous voulez transformer le syndicat en un champ clos où s'affrontent les partis qui se réclament de la classe ouvrière. Ce n'est pas le rôle du syndicat ».

Mais actuellement l'activité de la CGT n'est-elle pas déterminée étroitement par la stratégie politique du PCF ? Le texte approuvé par le Comité Confédéral National intitulé : « Les thèmes de réflexion sur les perspectives du socialisme pour la France et le rôle des syndicats » qui n'a d'ailleurs pas été discuté dans les sections mais seulement en commission exécutive, ne reprend-il pas mot pour mot le manifeste de Champigny et les idées du programme de gouvernement du PCF ?

Le débat CGT-CFDT sur le socialisme et les syndicats n'est-il pas un débat entre courants politiques où s'affrontent conceptions et stratégies politiques distinctes ? Quant à ceux, comme Bergeron, qui se prétendent apolitiques, on sait à quelles forces réactionnaires ils sont liés.

Il est impossible de séparer l'action syndicale de l'action politique : la lutte contre le capital ne se divise pas en lutte économique d'un côté, en lutte politique de l'autre. La lutte économique, qui prend racine dans les usines, confronte les travailleurs à la politique de l'Etat bourgeois, et à cet Etat lui-même, à ses forces de répression.

Seuls des partis politiques ouvriers, regroupant des militants sur un programme précis, peuvent élaborer des stratégies de passage au socialisme. Mais nous ne voyons pas pourquoi le débat politique, stratégique, entre partis ouvriers n'intéresserait pas les travailleurs et leurs syndicats. Nous récusons la théorie des « compétences » distinctes du parti et du syndicat que le PCF impose à la CGT. Cette théorie ne sert qu'à faire passer une orientation dans la CGT sans permettre qu'elle soit discutée.

Dans le syndicat, les travailleurs sont parfaitement à même de discuter et d'apprécier les lignes politiques qui se confrontent à partir des orientations syndicales, des plate-formes d'action qui en découlent.

Ce n'est pas là mélanger les fonctions distinctes des partis et du syndicat. Au contraire : c'est rétablir la véritable autonomie du syndicat par rapport aux partis — une autonomie d'organisation de masse qui détermine elle-même démocratiquement ses choix, ses orientations, qui élit elle-même ou révoque ses dirigeants.

Krasucki écrit dans la VO du 1-3-72 : « *La question de l'indépendance totale des syndicats pour le présent et pour l'avenir n'est plus un objet de discussion, c'est une chose réglée dans le mouvement ouvrier français* ». Eh bien non, Krasucki, ce n'est pas une chose réglée. L'indépendance organisationnelle des syndicats se confond avec la démocratie ouvrière et syndicale. Et il reste encore aux travailleurs à la conquérir !